

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 06/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NORMANDIE ENTREPOTS**

1 quai Georges V  
76600 Le Havre

Références : 20250409\_risque incendie  
Code AIOT : 0003901096

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement NORMANDIE ENTREPOTS implanté Parc Logistique du Pont de Normandie 76700 Rogerville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORMANDIE ENTREPOTS
- Parc Logistique du Pont de Normandie 76700 Rogerville
- Code AIOT : 0003901096
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Normandie Entrepôts est un entrepôt de stockage de matières combustibles.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Modifications      | Code de l'environnement du 13/04/2010, article R512-46-23    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 6 mois                |
| 6  | Détection incendie | Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.11.3             | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 8  | État des stocks    | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|---------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Extincteurs               | Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.11.2            | Sans objet        |
| 3  | RIA                       | Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.11.1            | Sans objet        |
| 4  | Poteaux incendie          | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II | Sans objet        |
| 5  | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.8               | Sans objet        |
| 7  | Plan de défense incendie  | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II | Sans objet        |
| 9  | Hauteur de stockage       | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 de l'annexe II  | Sans objet        |
| 10 | Stockage extérieur        | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 de l'annexe II  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré sa réactivité en mettant en œuvre des actions correctives à la suite des observations formulées lors de la visite. Il devra toutefois veiller à répondre aux demandes émises dans le respect des délais impartis.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

|                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R512-46-23 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE                                 |

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que, depuis le 19/11/2024, les deux entités juridiques Normandie Entrepôts Logistique SARL (SIRET 3214 71344 00036) et Normandie Entrepôts SA (SIRET 4135 879 73 000 12) ont fusionné en une seule : Normandie entrepôt SA, avec un nouveau numéro de SIRET 4135 879 73 000 20.

Ce changement de raison sociale ne constitue pas un changement d'exploitant soumis à autorisation préfectorale.

Le site est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE (« entrepôt couverts »).

Le 21/05/2024, l'exploitant a télédéclaré une activité de stockage d'alcool de bouche (rubrique 4755-2-a de la nomenclature ICPE) pour une quantité maximale de 499 m³ d'alcool de titre alcoométrique volumique supérieur à 40 %. Par mail du 19/06/2024, l'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'une activité ponctuelle pour un client durant le mois de juillet 2024 (le jour de la visite du 09/04/2025, l'inspection n'a pas constaté la présence d'alcool de bouche).

Le jour de la visite, l'état des stocks indiquait la présence de 8,7 tonnes de liquides inflammables (LI) classés en rubrique 4330 (pour un seuil de classement à déclaration de 1 tonne) et 55 tonnes de LI classés en 4331 (pour un seuil de classement à déclaration de 50 tonnes). Dans le but de régulariser sa situation, l'exploitant a télédéclaré ces deux activités ainsi que le stockage d'aérosols (rubrique 4320).

Les rubriques suivantes, non-encadrées par l'arrêté préfectoral du 18/01/2002 ont donc été déclarées en ligne :

| Rubrique | Alinéa | Nature                                                                                   | Quantité totale / Capacité totale | Régime |
|----------|--------|------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------|
| 4320     | 2      | A é r o s o l s<br>extrêmement<br>inflammables ou<br>inflammables de<br>catégorie 1 ou 2 | 149 t                             | D      |
| 4330     | 2      | L i q u i d e s<br>inflammables de<br>catégorie 1                                        | 9.99 t                            | DC     |

|      |     |                                                                                                                |         |    |
|------|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----|
| 4331 | 3   | L i q u i d e s<br>inflammables de<br>catégorie 2 ou<br>catégorie 3                                            | 99.99 t | DC |
| 4755 | 2.b | A l c o o l s   d e<br>b o u c h e<br>d ' o r i g i n e<br>agricole et leurs<br>constituants<br>(inflammables) | 499 m3  | DC |

Toutefois, le site étant classé à enregistrement, un dossier de porter à connaissance doit être établi conformément à l'article R. 512-46-23. Ce dossier devra démontrer que les modifications envisagées ne sont pas susceptibles de générer de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour l'environnement.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral du 18/01/2002 prévoit que, si l'exploitant souhaite stocker des produits dangereux, la vanne d'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales doit être automatisée. Par mail du 08/07/2025, l'exploitant a précisé que cette vanne est déjà asservie à la centrale incendie, laquelle doit être remplacée d'ici la fin de l'année (voir point de contrôle n° 6).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 1 :** l'exploitant transmettra à l'inspection un dossier de modifications démontrant que l'exploitation des activités soumises à déclaration au titre des rubriques 4320, 4331, 4330 et 4755 ne sont pas susceptibles de générer de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour l'environnement.

**Demande 2 :** L'exploitant devra justifier que l'asservissement de la vanne d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées à la détection incendie est pleinement fonctionnel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Extincteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.11.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection incendie

**Prescription contrôlée :**

Des extincteurs muraux et sur roues, appropriés aux risques encourus, sont disponibles sur lesite

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>en nombre suffisant (à l'intérieur des cellules, bureaux, etc) et à proximité des dégagements, à raison d'un extincteur pour 200 m<sup>2</sup>. Les extincteurs sont repérés par des pancartes, vérifiés périodiquement et la date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.</p>                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés le 06/09/2024. Le compte rendu de vérification indique que « l'installation est conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4 » et que tous les extincteurs de plus de 10 ans ont été remplacés. L'exploitant a justifié ces remplacements par une facture.</p> <p><i>Remarque: le référentiel R4 de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages) établit les règles d'installations et de maintenance des extincteurs portatifs et mobiles.</i></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 3 : RIA

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.11.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un réseau RIA est implanté dans les cellules de stockage de l'entrepôt, à proximité de chaque issue. Les RIA sont disposées de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel. Ils sont conformes aux normes françaises NFS 31.201 et NFS 62.201 et de diamètre nominal 40 mm.</p>                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les robinets d'incendie armés (RIA) ont été vérifiés le 09/09/2024. Le compte rendu Q5 lié au référentiel d'assurance APSAD déclare les installations conformes au référentiel.</p> <p>Le rapport de vérification préconise de remplacer le RIA n° 3. L'exploitant a justifié son remplacement par une facture de la société d'intervention.</p> <p><i>Remarque : un certificat Q5 est un compte-rendu de vérification des robinets d'incendie armés établis sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages).</i></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 4 : Poteaux incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II</p>                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p>                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En 2020, l'exploitant a transmis un formulaire D9 (document de référence basé sur un guide pratique relatif à la défense extérieure contre l'incendie, précisant les besoins en eau pour les services d'incendie et de secours). Celui-ci indiquait un besoin en eau de 480 m<sup>3</sup>/h. Une mesure réalisée en simultané sur 3 poteaux incendie (dont un appartenant au site voisin Normandie Logistique) avait alors donné 562 m<sup>3</sup>/h, ce qui était conforme aux attentes.</p> <p>Le rapport d'intervention daté du 09/09/2024 ne mentionne pas de mesure en simultané.</p> <p>Par courrier électronique du 9 mai 2025, l'exploitant a communiqué un nouveau rapport de visite des installations de poteaux et bouches d'incendie, effectué le 6 mai 2025. Cette fois, une mesure en simultané sur 3 poteaux (dont un de Normandie Logistique) a été réalisée. Les résultats montrent un débit global supérieur au besoin défini dans le D9 et des débits individuels des poteaux, en simultané, tous supérieurs à 60 m<sup>3</sup>/h.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 5 : Installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.8</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont vérifiées régulièrement par un organisme agréé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées le 25/02/2025. Le rapport de vérification a mis en évidence 8 non-conformités et précise que les coupures et essais n'ont pas été intégralement autorisés par l'exploitant. Par conséquent, les essais des dispositifs différentiels n'ont pas pu être réalisés.</p> <p>Par courriel du 08/07/2025, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une attestation de la société de maintenance confirmant la levée des 8 non-conformités,</li> <li>- un nouveau rapport de vérification des installations électriques, daté du 28/06/2025.</li> </ul> <p>Ce dernier rapport ne relève ni non-conformité ni limite d'intervention. De plus, les dispositifs signalés comme « non vérifiés » dans le précédent rapport sont désormais notés « satisfaisants » dans celui de juin.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 6 : Détection incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.11.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'entrepôt est équipé d'un dispositif de détection ; incendie Les détecteurs sont reliés à une centrale d'alarme qui déclenche les avertissements liés à la détection (alarmes sonores, commandes de compartimentage, transmission téléphonique,... )                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation de détection incendie a été contrôlée le 04/02/2025. Le rapport détenu par l'exploitant confirmait le bon fonctionnement des détecteurs, mais n'était pas accompagné de la liste des équipements testés. Cette liste a depuis été transmise par l'exploitant, sur la base du document fourni par la société de vérification, où chaque détecteur est identifié par une référence et une adresse sur le site.<br>Par ailleurs, la centrale de détection est vieillissante, ce qui peut engendrer des difficultés de maintenance, notamment en raison de la raréfaction des pièces de rechange. L'exploitant a remis à l'inspection une copie du devis signé relatif au remplacement de la centrale incendie. L'exploitant a indiqué que ce remplacement sera réalisé avant fin 2025 |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Demande :</b> l'exploitant justifiera le remplacement de la centrale incendie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 7 : Plan de défense incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, le plan de défense incendie n'était pas encore finalisé. Une première version de la fiche FIRE (Fiche d'Intervention Rapide en Entreprise), demandée par le SDIS, avait toutefois été rédigée.<br>Par mails datés du 24/04/2025 et du 08/07/2025, l'exploitant a transmis respectivement une version à jour du POI (Plan d'Opération Interne, avril 2025) ainsi qu'une version plus détaillée de la fiche FIRE. Il a précisé que ces deux documents avaient été communiqués au SDIS. L'exploitant a également indiqué que des exercices seraient organisés sur la base de différents scénarios.<br>Le POI inclut actuellement une fiche intitulée « rapport d'incident », destinée à recueillir les |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>informations essentielles en cas de déclenchement du POI. Il serait toutefois pertinent d'y intégrer également les fiches d'alerte et de fin d'alerte élaborées par le SIRACEDPC, à utiliser lors d'une activation du POI ou en cas d'événement perceptible, afin de confirmer l'alerte auprès des autorités. Ces fiches seront transmises par l'inspection à l'exploitant.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande : l'exploitant devra intégrer dans son POI les fiches d'alerte et de fin d'alerte établies par le SIRACEDPC.</b></p>                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 8 : État des stocks

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant assure la gestion de son stock via une GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur). Il a précisé qu'il demande à ses clients la FDS (Fiche de Données de Sécurité) ainsi que la quantité de produits à stocker. En saisissant dans le logiciel le code UN et la quantité, il peut déterminer si les marchandises peuvent être acceptées. Il y a un système d'alerte en cas de dépassement d'un seuil ICPE autorisé.</p> <p><i>Remarque : le code UN est une référence unique permettant d'identifier les marchandises dangereuses lors de leur transport.</i></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que deux rubriques ICPE dépassaient les seuils réglementaires (rubriques 4330 et 4331 de la nomenclature ICPE, seuil de déclaration - voir point de contrôle n° 1). L'origine de cette situation provenait d'un paramétrage erroné du logiciel.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un état des stocks était extrait automatiquement chaque soir.</p> <p>L'inspection a également relevé que certaines FDS étaient uniquement disponibles en anglais.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande 1 :</u> L'exploitant s'assurera que le logiciel de GMAO est correctement paramétré afin d'éviter tout nouveau dépassement des seuils ICPE.</b></p> <p><b><u>Demande 2 :</u> L'exploitant veillera à disposer, pour l'ensemble des produits stockés sur le site, des FDS en version française.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
|                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                      |

**N° 9 : Hauteur de stockage**

|                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 de l'annexe II                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de stockage de matière dangereuse liquide à une hauteur supérieure à 5 mètres.                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                |

**N° 10 : Stockage extérieur**

|                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 de l'annexe II                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de matières combustibles stockées à l'extérieur à une distance inférieure à 10 mètres des parois du bâtiment.                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                              |